



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 2

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel
2018 en faveur de la République du Tchad

**Document relatif à l'action pour le « Programme d'appui à la gouvernance au Tchad
(PAG 2) »**

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 110(2) du règlement financier, applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les appels à propositions: 5.4.1 «subventions – appel à propositions (gestion directe)».

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	<i>Programme d'appui à la gouvernance au Tchad (PAG 2)</i> Numéro CRIS : TD/FED/040-777 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République du Tchad. L'action sera menée dans la capitale et l'étendue du territoire national.	
3. Document de programmation	Tchad : programme indicatif national (PIN) du 11 ^e FED (2014-2020)	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Consolidation de l'état de droit et appui à la gouvernance démocratique	Aide publique au développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé: 16 277 000 EUR Montant total de la contribution du 11 ^e FED: 15 500 000 EUR La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de 777 000 EUR.	

¹ L'aide publique au développement «doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement».

6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe - subventions – appel à propositions Gestion indirecte avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) Gestion indirecte avec la République du Tchad			
7. a) Code(s) CAD	Principal code CAD: 150-Gouvernement et société civile; 15112-Décentralisation et soutien aux administrations infranationales; 15150-Participation démocratique et société civile; 15170 -Égalité des femmes dans les organisations et institutions; 15160-Droits humains.			
b) Principal canal de distribution	La République du Tchad			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	S.O.
10. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD16 (paix, justice et institutions efficaces) Objectifs secondaires : 16.6 «mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux», - 16.9 «garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances», 16.10 «garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux». ODD 5 «parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles».

RESUME

Ce programme a pour objectif global la consolidation de l'état de droit et des institutions démocratiques au Tchad dans deux domaines pour lesquels des résultats sont attendus:

- la performance du système de l'état civil est améliorée;
- les capacités d'intervention des autorités locales sont renforcées.

Ces deux domaines d'intervention s'inscrivent dans les politiques nationales et le plan national de développement 2017-2021, et dans la continuité des actions entreprises par le programme d'appui à la gouvernance (PAG) exécuté entre 2012 et 2017, dans le cadre du 10^e FED.

L'appui à l'état civil a initié une amélioration qualitative et quantitative de l'offre des services d'état civil, l'accroissement de la demande d'actes et la création d'une synergie entre les acteurs impliqués.

L'accompagnement des autorités locales et collectivités territoriales a permis d'identifier les besoins en moyens financiers, en ressources humaines ainsi que des textes améliorant le cadre légal des collectivités territoriales et leurs services administratifs afin d'augmenter l'efficacité et l'impact auprès des populations locales bénéficiaires.

Les deux domaines visés par ce programme ont une forte interdépendance. L'état civil étant une prérogative dévolue aux communes, cela donne un contenu concret aux services que celles-ci délivrent à leurs habitants et participe à renforcer les interventions des autorités locales.

Le Tchad est actuellement en plein processus de réformes institutionnelles, qui a vu naître le 4 mai 2018 une nouvelle constitution instituant la 4^e République. Ceci provoque des changements institutionnels importants, et pourrait entraîner de nouvelles dynamiques sociétales. L'action pourra s'adapter à ces réformes toujours en cours – trois ordonnances prises très récemment (dont deux pas encore publiées à cette date) par le chef de l'État concernant spécifiquement l'organisation et le fonctionnement des structures de l'État au niveau local.

1. CONTEXTE

1.1. Contexte sectoriel/national/régional/domaine thématique

Le Tchad est un pays enclavé d'une superficie de 1 284 000 km² situé en Afrique centrale qui compte une population estimée de 14,45 millions d'habitants en 2016 (dont 50,6 % de femmes) et où la croissance démographique est de 3,6 % par an. L'espérance de vie à la naissance est de 52 ans. Le pays compte 55 % de jeunes de moins de 18 ans.

Sécurité et stabilité

Le pays a connu plusieurs décennies d'instabilité. La situation sécuritaire globale s'est apaisée au début des années 2010, après l'accord passé entre le Soudan et le Tchad. Néanmoins, le pays reste fortement affecté par les dynamiques politiques et sécuritaires de la sous-région, notamment dans les pays voisins (Soudan, Libye, République centrafricaine, Niger, Nigéria et Cameroun) et dans la région du lac Tchad.

Développement humain et gouvernance

L'indice Mo Ibrahim 2017 de gouvernance africaine pour le Tchad est l'un des plus mauvais (47^e sur 54 pays). Par ailleurs, le changement climatique et l'avancée du désert affectent les couches vulnérables de la population, alors que le pays est déjà marqué par la présence de 170 500 déplacés et 319 000 réfugiés.

Économie et allègement de la dette

Le pays, qui fait partie des pays les moins avancés (PMA) est classé 186^e sur 188 pays selon l'indice de développement humain en 2016. Les recettes ordinaires ont connu une baisse drastique depuis le début (fin 2014) de la crise économique car elles dépendent en grande partie des recettes pétrolières. **Elles sont passées de 1519 milliards XAF en 2015 à 692 milliards XAF en 2017, soit une baisse d'environ 54 %.**

La 4^e République

Suite au forum national consultatif et inclusif du 19 au 27 mars 2018, une nouvelle constitution a été adoptée par l'Assemblée nationale, puis promulguée le 4 mai 2018. Cette constitution marque la naissance de la 4^e République. En vue de la tenue possible des élections locales, le projet va renforcer les structures de fonctionnement des autorités locales et de leurs services administratifs.

État civil

Depuis l'indépendance, l'état civil du Tchad est régi par des textes juridiques séparés. Le PAG, qui s'est terminé en 2017 a permis de renforcer les capacités du système d'état civil par le truchement d'une expérience pilote dans trois régions disposant de 42 centres d'état civil. Une nouvelle stratégie nationale a été élaborée et validée en 2017. L'Agence nationale des titres sécurisés (ANATS) a vocation à reprendre à terme l'exercice des compétences d'état civil, sans qu'aucun agenda ne soit fixé à ce jour pour ce transfert de compétences.

Autorités locales et collectivités territoriales

La nouvelle constitution, en vigueur depuis le 4 mai 2018, réduit le nombre de collectivités autonomes à deux niveaux et par là même étend les compétences géographiques des communes. Trois ordonnances viennent d'être prises fin juillet par le chef de l'État pour définir les compétences et modes de fonctionnement des structures de l'État au niveau local.

Les premières élections communales se sont tenues en janvier 2012. Elles ont permis d'élire 947 conseillers municipaux au suffrage universel direct pour 6 ans dans les 42 plus grandes

communes. Le programme devrait débuter juste après les élections de fin 2018, et pourra ainsi accompagner les nouvelles autorités locales autonomes dans l'exercice de leurs nouvelles attributions.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Le 25 octobre 2016, le Tchad s'est doté d'une stratégie «vision 2030» dans laquelle la bonne gouvernance et le renforcement des capacités de l'État sont des orientations majeures. Le gouvernement a décliné cette stratégie en un plan de développement 2017-2021.

Le 3^e volet du PIN – 11^e FED Tchad-UE 2014-2020 – vise la consolidation de l'état de droit et la gouvernance. Le projet proposé est en accord avec le nouveau consensus européen pour le développement «notre monde, notre dignité, notre avenir»². Ce projet contribuera à des réformes pour atteindre des objectifs de développement durable (ODD), notamment les cibles 16.6 «mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux» et 16.9 – «d'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances».

Malgré le faible financement de l'état civil par l'État³, il faut souligner l'engagement du Tchad à l'initiative africaine pour la promotion de l'enregistrement et la production des faits d'état civil (APAI-CRVS) et l'adoption d'un plan stratégique 2018-2022 en juillet 2017. Un schéma directeur de la décentralisation a été actualisé en 2011 et assorti d'un plan d'action pour la période 2012-2016. Il n'a pas été mis en œuvre. Cependant les réformes apportées dans le cadre de la nouvelle constitution montrent une volonté du pouvoir tchadien de remettre les collectivités territoriales et leur organisation et fonctionnement en chantier sur de nouvelles bases.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Le système d'état civil est organisé en centres principaux et secondaires. Partant de cette organisation, les parties prenantes à l'action sont :

- **les acteurs institutionnels:** la **direction des affaires politique et de l'état civil** (cette direction est l'organe de pilotage de toute stratégie et de planification des interventions sur l'état civil), le **ministère de la santé, le ministère de la justice, le ministère de l'action sociale, de la solidarité nationale et de la famille (MASSNF)** et l'**Agence nationale des titres sécurisés (ANATS)**, dans la mission de cette dernière de collecter les données biométriques et biographiques nécessaires à l'identification des personnes ainsi que la production des titres sécurisés, la création du registre national des populations, etc.;
- les **maires et sous-préfets** (592);
- Les **autorités traditionnelles et coutumières**. Leur adhésion et l'amélioration de leurs connaissances sur l'état civil est une porte d'entrée pour mieux toucher une frange importante de la population;
- l'**Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques**;

² OJ C 210 du 30.6.2017

³ La première stratégie nationale d'état civil du Tchad, édictant le caractère obligatoire et gratuit de la déclaration, de l'enregistrement et de la délivrance des actes, a été adoptée en 2005 pour une période cible de 2005 à 2015, mais n'a pu être mise en œuvre qu'à partir de 2012 avec l'appui de l'UE dans le cadre du 10^e FED. Cette expérience pilote a cependant permis d'opérationnaliser le nouveau cadre juridique sur l'état civil.

- les **organisations de la société civile y compris celles œuvrant pour l'autonomisation des femmes et des filles**;
- les hommes et les femmes **citoyens de la République du Tchad bénéficiaires de l'action**;

Le ministère de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale (MATSPGL) reste le ministère de tutelle, tout en tenant compte des modifications possibles que des actes législatifs pris par ordonnance du chef de l'État pourraient amener :

- les **structures et autorités déconcentrées de l'État** au niveau des départements et des régions (santé, éducation, agriculture, etc.) disposent, à l'heure actuelle, de peu de moyens de fonctionnement;
- les **maires et conseillers communaux (une loi organique doit en déterminer le nombre)**. Parmi eux, certains seront à leur premier mandat (élections annoncées fin 2018);
- le **personnel communal** est nombreux avec un faible niveau de formation;
- l'**Association nationale des communes du Tchad (ANCT)** est l'association faîtière des 42 communes ayant un conseil municipal élu. Elle est active dans l'appui aux communes et le plaidoyer en faveur de la décentralisation;
- les organisations non gouvernementales (**ONG**) **spécialisées dans l'accompagnement et renforcement de capacités des autorités locales** sont peu nombreuses et elles ont une expérience limitée dans le soutien à la décentralisation, en revanche quelques organisations de la société civile (OSC) ont développé de bonnes capacités dans l'accompagnement du développement local.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Tous les domaines visés par ce programme ont une très forte interdépendance.

L'appui aux autorités centrales qui sont essentielles pour la gouvernance démocratique permet d'établir les bases pour un système de gouvernance. L'appui aux autorités locales leur donnera la capacité d'améliorer la délivrance de services dans l'intérêt des populations. L'appui à l'état civil pourrait constituer un appui aux autorités locales sur un objectif bien précis. L'accès facilité aux actes d'identité permet aux citoyens de s'impliquer dans la vie démocratique, ainsi que le respect de leurs droits socio-économiques. L'accès donné aux femmes pour se faire enregistrer dans les registres de l'état civil pourrait encourager leur intérêt de s'impliquer dans la vie civique et devenir des responsables élues.

Performance du système de l'état civil

- **Analyse des problèmes** :
 - le manque d'accessibilité et une mauvaise qualité des services d'état civil entraînent un faible taux de déclaration des faits d'état civil;
 - les services d'état civil manquent d'infrastructures adéquates;
 - des insuffisances subsistent au niveau des textes juridiques récents;
 - les problèmes de suivi des centres par les juridictions et le ministère en charge de l'administration du territoire ne permettent pas d'apporter les mesures correctives;
 - la coordination du système d'état civil est défailante.

- Actions prioritaires

L'action en faveur de l'état civil a pour objet d'accompagner la mise en œuvre du plan - stratégique national d'amélioration de l'état civil au Tchad, adopté en juillet 2017 par le Gouvernement pour la période 2018-2022, selon les axes suivants:

- l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des services d'état civil;
- l'amélioration de la gouvernance de l'état civil;
- accroissement de l'adhésion des populations pour améliorer la demande de service d'état civil.

Capacités des autorités locales

- Analyse des problèmes

Le ministère de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale (MATSPGL), via la direction générale de la gouvernance locale (DGGL), est une pièce technique maîtresse dans toute pratique de décentralisation.

Quatre freins ralentissent le bon fonctionnement des communes élues :

- le manque d'expérience de gestion des équipes municipales élues;
- le manque de compétences des services techniques aux effectifs pléthoriques;
- le recouvrement des taxes et impôts locaux ne s'effectue pas correctement;
- les dotations de l'État sont irrégulières (en moyenne tous les 2 ans depuis 2012), imprévisibles et réalisées à la discrétion du gouvernement.

- Actions prioritaires

Les actions peuvent se décliner sur quatre domaines :

- le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage communale;
- le renforcement des moyens de formation des élus, des personnels communaux et autres acteurs de la décentralisation (inclus la formation aux questions de genre);
- l'appui à des organisations de la société civile.

Toutes ces actions doivent être entreprises avec une approche genre.

1.2. Autres domaines d'évaluation

S.O.

2. RISQUES ET HYPOTHESES

Compte tenu du contexte politique et institutionnel qui découle de la promulgation de la nouvelle constitution, la nécessité de conduire un dialogue politique soutenu et régulier entre le Tchad et l'UE est soulignée.

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
La détérioration de la situation politique et sociale à cause du manque de gouvernance, notamment en matière de gestion	E	Renforcer la capacité des acteurs qui ont une influence sur l'apaisement social (société civile, chefferie traditionnelle) afin d'éviter la détérioration du climat

des finances publiques.		social et sécuritaire et la paralysie des services publics de l'État.
Les réformes institutionnelles qui découlent de la promulgation de la nouvelle Constitution aboutissent à des divergences entre la mise en œuvre possible des activités du projet et leur adéquation avec le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit le PAG 2.	M	Dans le cadre d'une concertation, le projet adaptera ses activités en se concentrant sur la mise en œuvre des aspects en lien avec le programme.
Une partie des acquis du PAG, dans les domaines de la décentralisation et de l'état civil sont perdus à cause du temps échu entre la fin du PAG et le démarrage du nouveau projet.	M	Mobiliser les acteurs du PAG encore en fonction, assurer un transfert d'informations et mettre à jour les outils développés dans le cadre du PAG.
Les insuffisances de suivi de la mise en œuvre des projets et de leur dispositif de suivi-évaluation, liées à la mobilité des cadres de l'administration.	M	Assurer le plaidoyer pour une disponibilité des ressources humaines et institutionnaliser les outils de suivi-évaluation.
La faible coordination des acteurs institutionnels de l'état civil ainsi que l'incertitude des rôles et responsabilités entre le ministère et l'ANATS.	M	La description des actions de ce programme pour le volet d'état civil reste d'actualité, que la mise en œuvre dépende de la direction des affaires politiques et de l'état civil (DAPEC) ou de l'ANATS.
Manque de volonté politique de poursuivre le processus de décentralisation.	M	Appuyer les initiatives de développement local pour faire remonter le besoin de décentraliser.
Le programme n'arrive pas à atteindre les femmes et les filles – surtout des régions reculées ce qui se traduit par de faibles nombres de femmes et de filles enregistrées dans les registres d'état civil et un manque de représentation des femmes parmi les élues.	M	Le programme mobilise les OSC y compris celles œuvrant pour les femmes, et les consulte en amont de la mise en œuvre du projet et tout au long du projet afin de s'assurer que les besoins et les priorités de femmes et des filles (y compris des régions les plus reculées) soient bien prises en compte et que des solutions concrètes pour les satisfaire soient trouvées et mises en œuvre pendant la vie de la présente action.
Les hypothèses : (i) le niveau de sécurité du pays permet au gouvernement de continuer à faire de la gouvernance et du respect de la règle de droit, un de ses axes prioritaires d'intervention pour sortir de la crise économique et sociale, (ii) le gouvernement associe pleinement tous les acteurs économiques, politiques et sociaux du pays aux réformes de		

l'État et continue à appuyer ce programme dans ses volets spécifiques, (iii) le processus de décentralisation est engagé de façon durable, notamment via des transferts fiscaux aux autorités locales cohérents avec leurs mandats, de manière à permettre d'approfondir la démocratie communale, (iv) le gouvernement assure une politique de dialogue et d'ouverture tous azimuts afin de pouvoir rendre les politiques publiques plus inclusives et de contribuer ainsi à l'unité nationale, (v) le dialogue politique progresse à tous les niveaux.

3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1. Enseignements tirés

Parmi les enseignements tirés du PAG relatifs à l'état civil, on retiendra qu'il est nécessaire de continuer d'appuyer: i) la construction des infrastructures spécifiques à l'état civil; ii) les actions de communication entreprises vers les populations et la gratuité de la déclaration et la délivrance de l'acte, iii) l'adhésion des autorités administratives et coutumières facilite les connaissances des populations sur l'importance de disposer des pièces d'état civil.

Le PAG a permis à l'UE de développer un appui à la décentralisation complété par une expérience en matière de développement local avec les programmes d'appui au développement local (PADL) et d'appui à la gestion des ressources naturelles (PADL-GRN) (10^e FED), ainsi que via le programme thématique «autorités locales».

Un des enseignements du PAG est également la nécessité de donner aux communes les moyens de fournir des services à la population. Cela permet d'instaurer un lien citoyen entre les élus et leurs contribuables. Les OSC ont également un rôle à jouer pour animer la démocratie locale.

3.2. Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Les partenaires techniques et financiers (PTF) pour ce qui concerne l'état civil sont principalement l'UNICEF et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Ces deux institutions sont disposées à mettre en synergie leurs interventions avec l'action financée par l'UE pour la mise en œuvre du plan stratégique national d'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil pour la période 2018-2022, et partagent l'approche genre dans leurs stratégies d'intervention.

En outre, le programme DIZA financé par le Fond fiduciaire d'urgence pour l'Afrique prend en compte dans la mise en œuvre de ses activités, la thématique de la protection des réfugiés, des personnes déplacées et/ou retournées – y inclus la question des enregistrements et actualisation régulière des données par l'UNHCR.

En appui au processus de décentralisation, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a prévu de mettre en œuvre un nouveau programme d'appui au développement local et à la finance inclusive au Tchad (PADLFIT), pour un budget total estimé à 170 000 000 EUR sur la période 2017/2021. L'Agence française de développement (AFD) accompagne la décentralisation via des programmes de développement local, en appuyant certaines communes dans la fourniture des services publics de base. Il sera essentiel de coordonner l'action avec les autres projets financés par l'UE.

3.3. Questions transversales

À travers ce programme, de très nombreuses actions sont mises en œuvre pour la promotion des droits humains. Elles visent l'accès aux services de base (comme l'état civil) pour les groupes vulnérables, une plus grande transparence au niveau local afin de renforcer la légitimité des autorités locales et la participation citoyenne, l'accès aux droits de vote effectif pour les citoyens, l'accès à un recours effectif pour les partis politiques, l'accès à la libre information à travers les médias professionnalisés, le respect de la règle de droit par les institutions démocratiques.

Le programme, n'a pas de composante spécifique consacrée uniquement à l'appui au genre, mais il est conçu pour intégrer la dimension d'égalité homme-femme dans toutes ses actions. Par ailleurs, la 4^e République a donné un signal fort, en prenant parmi les premières ordonnances, celle instituant la parité homme/femme dans les fonctions nominatives et électives. Le programme accompagnera cette volonté politique, en s'attachant à favoriser sa mise en œuvre au sein des institutions appuyées.

Enfin, l'ensemble des parties prenantes seront sensibilisées et/ou formées à l'approche genre dans l'exercice de leurs fonctions ou de leurs missions.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1. Objectifs/résultats

Ce programme s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif «ODD16 (paix, justice et institutions efficaces)», mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention des Objectifs: 16.6 «mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux»; 16.9 «garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances»; 16.10 «garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux»; ODD 5 «parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles». Cela n'implique pas d'engagement de la part du pays bénéficiaire qui bénéficie de ce programme.

L'objectif global est de contribuer à la consolidation de l'état de droit et des institutions démocratiques.

Les objectifs spécifiques sont: (OS1) appuyer la mise en œuvre des politiques d'état civil et de renforcement des autorités locales (composante 1: appui au système de l'état civil); (OS2): renforcer les capacités d'intervention des autorités locales auprès des populations (composante 2: appui aux capacités d'intervention des autorités locales).

Les résultats attendus sont:

- R 1 (OS1): la performance du système de l'état civil est améliorée;
- R 2 (OS2): les capacités d'intervention des autorités locales sont renforcées.

4.2. Principales activités

Principales activités :

Résultat/Produit 1: la performance de l'état civil est améliorée.

Activité 1.1: renforcer l'opérationnalité de la coordination du système de l'état civil et améliorer son cadre juridique et institutionnel.

Activité 1.2: améliorer l'accessibilité et la qualité des services de l'état civil.

Activité 1.3: sensibiliser les populations sur l'importance des pièces d'état civil et de la déclaration systématique des faits d'état civil.

Résultat/Produit 2: les capacités d'intervention des autorités locales sont renforcées.

Activité 2.1: renforcer la maîtrise communale dans une dizaine de communes sur un ou deux services de base. La proposition est d'axer l'intervention sur les secteurs de l'assainissement communal et la gestion des déchets, prioritaires dans des communes qui ne peuvent gérer la dégradation de leur environnement et la multiplication des déchets urbains, répondant à des besoins réels de la population et ouvrant la possibilité d'emplois locaux nouveaux.

Activité 2.2 : appuyer des organisations de la société civile pour permettre aux communes d'améliorer leur intervention dans le débat national et leur capacité de programmation. Les communes doivent se donner un interlocuteur commun qui fait entendre leur revendication commune. Les cadres de concertation auront essentiellement pour objectif de stimuler un débat participatif et citoyen, notamment sur les sujets des déchets et de l'assainissement.

Activité 2.3 améliorer la cohérence et la performance des moyens de formations des élus et des personnels employés au sein des autorités locales. Les programmes d'appui au renforcement de capacités des collectivités territoriales et autorités locales ont déjà conduits à des formations au bénéfice des élus communaux. Il est nécessaire d'ordonner tous ces éléments pour en faire un système cohérent et opérationnel. Il est également nécessaire de s'appuyer sur les acquis, tout en stimulant des synergies avec d'autres projets (comme le programme d'appui à la société civile (PASOC), les projets sur lignes thématiques, etc.). Un corpus central - comprenant les textes légaux, références administratives, manuels de procédures, recommandations d'ateliers - devra être mis sur pied en s'appuyant notamment sur les douze modules de formation qui ont été établis dans le cadre du PAG et sur les supports produits par les nombreux formateurs mandatés par la direction générale de la décentralisation (DGD) et par l'ANCT pour animer entre 2013 et 2017 les formations organisées principalement sur financements de l'UE et de la coopération française.

4.3. Logique d'intervention

L'appui à l'état civil permettra d'accompagner l'État dans la mise en œuvre du plan stratégique national d'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil. Les deux acteurs clés de ce volet sont la DAPEC et l'ANATS. L'UNICEF intervient également pour apporter son expertise.

L'appui aux autorités locales aura un double levier au niveau central et local: au niveau central, notamment en accompagnant le ministère de l'administration territoriale et de la gouvernance locale (MAT/GL) à assurer le rôle de leadership du processus et à mettre en œuvre la feuille de route de la décentralisation, et au niveau local afin de préparer les acteurs locaux à la gestion municipale (élus, administration communale, services déconcentrés, etc.). Ces interventions «techniques» sont renforcées par un appui politique et interministériel pour contribuer à l'avancement du processus de décentralisation.

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2., seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **54** mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives⁴ affectant les pays de mise en œuvre concernés.

5.4.1 Subventions: appel à propositions «renforcement des capacités d'intervention des communes et des cadres de concertation pour améliorer la gestion au niveau local» (gestion directe)

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

Les activités 2.1 et 2.2 devront être mises en œuvre par les subventions octroyées.

L'appel visera: 1/ à renforcer la maîtrise communale des communes sur un ou deux services de base, et 2/ à appuyer des organisations de la société civile pour permettre aux communes d'améliorer leur intervention dans le débat national et leur capacité de programmation.

(b) Conditions d'éligibilité

Pour pouvoir prétendre à une subvention, le demandeur chef de file ou le(s) codemandeur(s) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être une personne morale; et

⁴ Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf

- appartenir à l'une des catégories suivantes: organisations non gouvernementales (ONG), groupement sans personnalité juridique, organisme public ou semi-public, autorité locale, ou organisation internationale; et
- être établi⁵ dans un État membre de l'Union européenne et pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et autres nationalités éligibles conformément au règlement 1905/2006 (annexes a2a et a2b du PRAG) portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement et aux articles 20 et 22 de l'annexe IV/révisé en 2010 de l'accord de Cotonou. Cette obligation ne concerne pas les organisations internationales;
- être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est situé entre 300 000 et 1 000 000 EUR; et les subventions peuvent être octroyées à des bénéficiaires individuels ou des groupements de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires). La durée indicative de la subvention (sa période de mise en œuvre) est de 36 mois.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de 90%.

Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel

2^e trimestre 2019

5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation internationale

Une partie de la présente action (composante 1: appui au système de l'état civil, activités 1.1, 1.2 et 1.3) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'UNICEF. Cette mise en œuvre implique la mise en place d'actions de sensibilisation et de coordination des intervenants. Ce mode de mise en œuvre se justifie par l'expertise reconnue de l'UNICEF, qui a contribué à l'élaboration de la stratégie pays et accompagne le Tchad dans ce domaine. C'est l'acteur incontournable de l'appui à l'état civil au Tchad, où il travaille depuis plusieurs années sur cette thématique.

⁵ L'établissement est déterminé sur base des statuts de l'organisation qui devront démontrer que l'organisation a été créée par un acte de droit interne du pays concerné et que son siège social est situé dans un pays éligible. À cet égard, toute entité juridique dont les statuts ont été créés dans un autre pays ne peut être considérée comme une organisation locale éligible, même si elle est enregistrée localement ou qu'un «protocole d'accord» a été conclu.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: marché de service, et contrats de subvention.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.4.

5.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif de contribuer à la consolidation de l'état de droit et des institutions démocratique (composante 1: la performance de l'état civil est améliorée, activités 1.1 et 1.2; composante 2: appui aux capacités d'intervention des autorités locales, activité 2.3) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Tchad conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procède à un contrôle ex ante des procédures d'octroi des subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par la République du Tchad pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et égal ou inférieur à 300 000 EUR pour les subventions.

La contribution financière couvre partiellement, pour un montant de 800 000 EUR, les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Le pays partenaire applique les règles de passation de marchés et d'octroi de subventions de la Commission. Ces règles seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

Assistance technique: un marché de service pour le recrutement d'une assistance technique en appui au ministère de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale (contrat de service) sera lancé en décembre 2018 sous clause suspensive.

5.4.4 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles (une seule seconde option, de remplacement)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Composante 1 - La performance du système de l'état civil est améliorée; activités 1.1, 1.2 et 1.3	Service	1	T2/2019

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers (en EUR)
5.4.1 - Appel à proposition (gestion directe) (activités 2.1 et 2.2)	7 000 000	777 000
5.4.2 - Gestion indirecte avec l'UNICEF (activités 1.1, 1.2 et 1.3)	2 500 000	-
5.4.3 - Gestion indirecte avec la République du Tchad (activités 1.1, 1.2 et 2.3)	5 500 000	-
5.9 - Évaluation / 5.10 Audit	200 000	-
5.11 - Communication et visibilité	100 000	-
Provisions pour imprévus	200 000	-
Totaux	15 500 000	777 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le pouvoir adjudicateur du projet est l'ordonnateur national du FED. Le maître d'œuvre est le ministère de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale. Le maître d'œuvre bénéficiera de l'appui d'une équipe technique pour l'aider dans la coordination et le suivi des activités des deux volets du PAG 2.

Un comité de pilotage sera mis en place pour superviser, valider, et approuver l'orientation générale et la ligne d'action du projet. Il devra permettre les ajustements nécessaires à la conduite optimale de la mise en œuvre des activités des deux composantes du PAG 2, à la lumière des développements institutionnels qui pourront intervenir ultérieurement dans le cadre de la 4^e République. Il se réunira au moins une (1) fois par an. Il sera présidé par le ministre de l'économie et de la planification du développement en sa qualité d'ordonnateur national du FED. Sa composition sera déclinée ainsi :

- le ministre de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale;
- le directeur général de la gouvernance locale (DGGL);
- le chef de délégation de l'Union européenne (en tant qu'observateur);
- le chef du service FED;
- le conseiller technique principal du PAG 2;
- les représentants des ministères sectoriels impliqués dans le projet PAG 2;
- les représentants des partenaires techniques et financiers;
- tout membre observateur ad hoc invité par le comité de pilotage selon l'intérêt pour ladite réunion.

Un comité de suivi opérationnel du projet assurera le suivi de l'exécution administrative et technique du projet ainsi que le suivi de l'exécution et de l'opérationnalisation des orientations décidées dans le cadre du comité de pilotage. Il se réunira une fois par trimestre, et sera composé notamment des représentants du ministère de l'économie et de la planification du développement et des autres ministères concernés par le projet, d'un représentant de la délégation de l'Union européenne, du conseiller technique principal du projet, des représentants des communes et régions concernées par le projet, ainsi que des techniciens des différents ministères et services déconcentrés impliqués dans la mise en œuvre du projet.

La partie de l'action mise en œuvre par UNICEF permettra d'assurer la liaison avec le gouvernement et la Commission européenne, en cohérence avec les dispositions contenues dans le PAGODA.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier afin de valider les options retenues, et de réorienter éventuellement le programme.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que les domaines d'intervention de l'action sont susceptibles de connaître d'importantes modifications du fait du processus de réformes institutionnelles qui devrait se prolonger.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu 2 marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre année 2 et année 4 de l'action.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu 8 marchés de services d'audit au titre de 8 contrat-cadres en années 1, 2, 3 et 4 de l'action.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

À titre indicatif, et sous réserve de confirmation, il sera conclu un marché de services de communication au titre d'un contrat-cadre année 1 de l'action.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global	Consolider l'état de droit et les institutions démocratiques au Tchad	Pourcentage (%) de la population home/femme (h/f) disposant d'un acte de naissance	ND	10 % (h/f) (fin de projet)	Enquête	
		Existence d'un cadre de suivi des performances des communes mis en place par la structure chargée de piloter la décentralisation	0 (début de projet)	1 (fin de projet)	Cadre de suivi	
		*Score moyen de participation et transparence de la liste d'indicateurs globaux de gouvernance mondiale de la Banque mondiale	- 1.34 (2016) ⁷	-1.20 (2022)	WGI	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		(Average Voice and Accountability score ⁶ (as measured by the Worldwide Governance Indicators), aussi dans le cadre de résultats de l'UE				
Objectifs spécifiques	OS1: appuyer, la mise en œuvre des politiques d'état civil et de renforcement des autorités locales	Taux (tx) de déclaration des naissances dans le délai	12 % (début de projet)	50 % (fin de projet)	Enquête	Le gouvernement dote les centres d'états civils de ressources humaines qualifiés, disponibilité des registres et autre support d'état civil La structure chargée de piloter la décentralisation a les moyens de le mettre en œuvre et de l'analyser
		Tx de déclaration des mariages dans le délai	ND	20 % (fin de projet)	Collecte de données sur les outils de gestion	
		Tx de déclaration des décès dans le délai	ND	20 % (fin de projet)	Cadre de suivi des performances mis en place par la structure chargée de piloter la décentralisation	
	OS2:renforcer les capacités d'intervention des autorités locales	% des communes élues ayant amélioré des services dans leurs domaines de compétence	NA	50 % (fin de projet)		
Résultat 1	La performance de l'état civil est	Nombre des réunions du cadre de concertation et	0 (début de projet)	12 (au moins 3 réunions par	Rapport du comité et les	

⁷ Estimations en matière de gouvernance (qui couvre une performance de la gouvernance comprise entre environ -2,5 (faible) et 2,5 (fort).
⁶ Reflète des perceptions sur la participation des citoyens d'un pays pour le choix de leur gouvernement, ainsi que les libertés d'expression, d'association et de liberté des medias.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	améliorée	% des recommandations issues desdites réunions qui sont suivies		an) et 80 %	ordonnances	
		Nombre des revues régionales et annuelles organisées et % des recommandations mises en œuvre	0 (début de projet)	4 (1 revue par an) et 60 %	Rapport de réunion Rapport des revues	
		% des centres d'état civil qui délivrent les actes dans un délai de moins d'une semaine	ND	80 % (fin de projet)	Rapport de suivi et d'étude	
		État d'avancement d'une cartographie des centres d'état civil	0 (début de projet)	Existence d'une cartographie des centres d'état civil avec une base de données mise à jour	Rapport final de mise en place de la base de données	
		% d'actes délivrés lors des audiences foraines	ND	15 % Population cible du programme (fin de projet)	Rapport de campagne foraine	
		Proportion des villages sensibilisés au Tchad	ND	50 % (fin de projet)	Contrat de prestation	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		Niveau des connaissances des populations sur l'état civil	ND	50 % de la population cible (h/f) connaît les démarches (fin de projet)	Rapport d'activités Études /enquêtes	
Résultat 2	Les autorités locales fournissent des services de qualité aux citoyens, en fonction des priorités définies par le niveau local	Coordination des acteurs autour du processus de décentralisation par une instance politique de pilotage	ND 0 (début de projet)	Existence et activité régulière d'une instance politique de pilotage (fin de projet) Système de suivi opérationnel et utilisé (fin de projet)	Dialogue politique national engagé avec les PTF Rapport de situation	Le processus de décentralisation est relancé avec la réforme de l'État
		Niveau d'exécution des plans communaux de gestion des services de base	Référence au cadre d'évaluation des performances de la structure chargée de piloter la décentralisation	50 % des communes soutenues exécutent à 100 % les plans définis (fin de projet)	Diagnostic effectué, plans de formation engagés rapports d'exécution des plans	Elections des communes soutenues

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		Capacité de l'ANCT à informer les communes	0 (début de projet)	un système d'information des communes est effectif (fin de projet)	Rapports d'exécution	Accords des OSC pour se professionnaliser sur la décentralisation
		Nombre de dossiers portés par l'ANCT pour un débat national (notamment sur les transferts financiers)	0 (début de projet)	2 dossiers (fin de projet)	Arrêtés municipaux, PV des rencontres	
		Nombre de cadres de concertation communaux mis en place et opérationnels	ND	6 (fin de projet)		
		Niveau d'élaboration d'un inventaire des modules de formation	ND	Un réseau des modules existe et est mis à jour (fin de projet)	Rapport	La structure chargée de piloter la décentralisation a les moyens de jouer le rôle de catalyseur du réseautage
		Statut du référentiel des cursus		Le référentiel des cursus est validé et mis à jour (fin de projet)	Rapport	

Activités du Résultat 1	La performance de l'état civil est améliorée
	Activité 1.1. Renforcer l'opérationnalité de la coordination du système de l'état civil et améliorer son cadre juridique et institutionnel
	Activité 1.2. Améliorer l'accessibilité et la qualité des services de l'état civil
	Activité 1.3. Sensibiliser les populations sur l'importance des pièces d'état civil et de la déclaration systématique des faits d'état civil
Activités du Résultat 2	Les capacités d'intervention des autorités locales sont renforcées
	Activité 2.1. Renforcer la maîtrise communale dans une dizaine de communes sur un ou deux services de base
	Activité 2.2. Appuyer des organisations de la société civile pour permettre aux communes d'améliorer leur intervention dans le débat national et leur capacité de programmation
	Activité 2.3. Améliorer la cohérence et la performance des moyens de formations des élus et des personnels communaux